

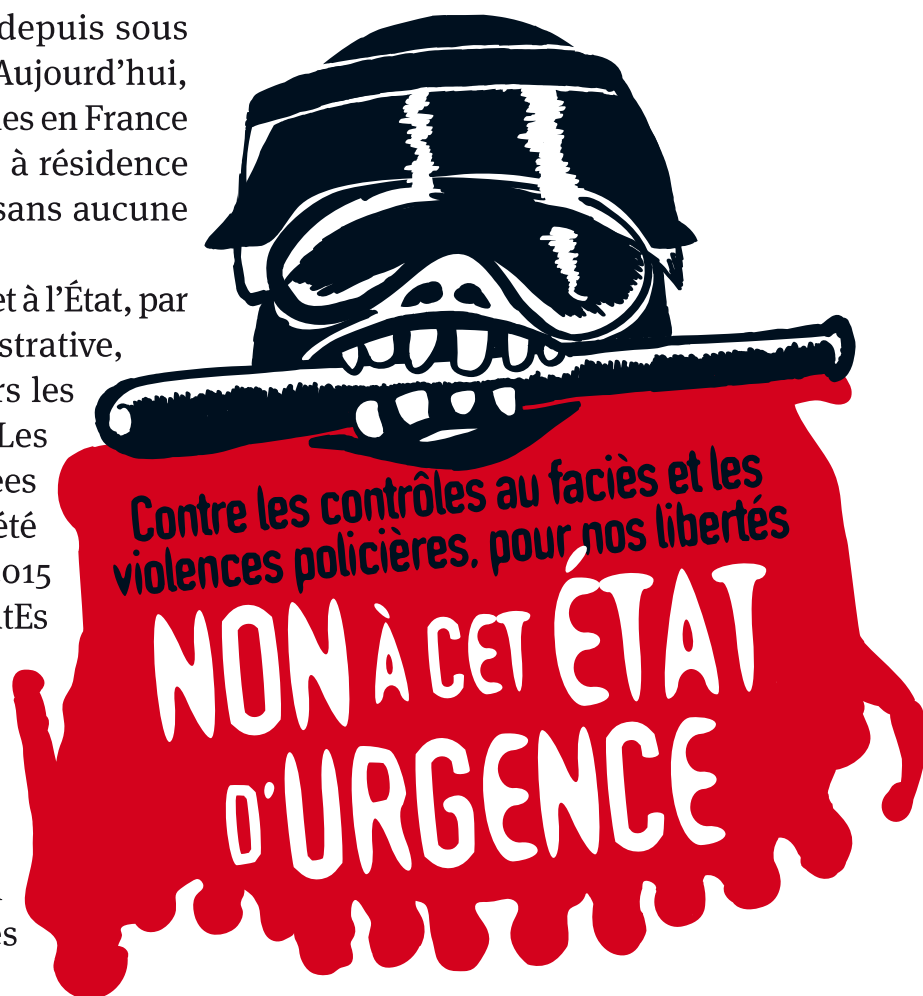
# EN FINIR AVEC L'ÉTAT D'URGENCE: NI GUERRE NI ÉTAT DE GUERRE

L'état d'urgence permet à l'État, par simple décision administrative, de bafouer tous les jours les droits démocratiques.

**D**epuis maintenant plus d'un an, le pays vit sous le régime de l'état d'urgence, promulgué après les attentats de novembre et prolongé depuis sous de multiples prétextes. Aujourd'hui, une centaine de personnes en France sont toujours assignées à résidence sans mise en examen, sans aucune décision judiciaire.

L'état d'urgence permet à l'État, par simple décision administrative, de bafouer tous les jours les droits démocratiques. Les manifestations organisées autour de la COP21 ont été interdites à l'automne 2015 et des dizaines de militantEs assignés à résidence en application de cette loi d'exception. Quelques mois plus tard, ce sont plusieurs manifestations contre la loi El Khomri qui ont été interdites. Prises

au nom de « l'efficacité » dans la lutte antiterroriste, ces dispositions ont immédiatement été utilisées pour contrôler, restreindre et interdire la contestation sociale, rapidement assimilée à une atteinte à l'ordre et la sécurité publique. La loi antiterroriste de 2016 a fait passer dans la loi une série de dispositions d'exception sur les perquisitions, les écoutes, les procédures judiciaires.



Plusieurs pas ont été franchis pour légitimer une islamophobie d'État, exacerbant les discriminations que subissent dans le pays les Noirs et les Arabes. L'état d'urgence et le climat sécuritaire ont donné des ailes à tous les racistes et aux courants politiques les plus réactionnaires. Les forces de police multiplient les violences, les vexations et les contrôles au faciès, tout « musulman d'apparence » étant considéré comme un terroriste potentiel. Valls et Cazeneuve ont légitimé le port d'armes en dehors du service et même la revendication policière de la légitime défense « préventive », faisant passer aux oubliettes toutes les victimes de violences policières, qu'il s'agisse de la répression des manifestations contre la loi El Khomri ou, plus grave, des plus de 140 personnes tuées lors d'interventions policières depuis 2000, notamment des jeunes Noirs et Arabes dans les quartiers populaires.

---

## Nous exigeons :

---

- ▶ **La levée immédiate de l'état d'urgence.**
- ▶ **La dissolution des Brigades anti criminalité (BAC)**
- ▶ **L'interdiction de tous les armements offensifs** (Flash-Ball, Taser, grenades de désencerclement),
- ▶ **Le désarmement de la police française** (plusieurs pays comme les pays scandinaves ou les Pays-Bas ont depuis plusieurs années banni l'usage des armes à feu par la police).
- ▶ **L'amnistie pour tous les manifestantEs inculpés**

La confiscation des libertés démocratiques, la marche vers un État policier et l'absence de contrôle populaire sur les grands choix politiques sont évidemment le corollaire des politiques sécuritaires et de la volonté d'étouffer toute contestation sociale.

L'évolution autoritaire du gouvernement français n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans une tendance globale des États à restreindre les libertés démocratiques, stigmatiser et réprimer les étrangers ou citoyens d'origine étrangère, et à détruire les ultimes protections et acquis légaux des salariés. La confiscation des libertés démocratiques, la marche vers un État policier et l'absence de contrôle populaire sur les grands choix politiques sont évidemment le corollaire des politiques sécuritaires et de la volonté d'étouffer toute contestation sociale.



© Photothèque Rouge / JMB